



Vigilance Soudan

« Si la communauté internationale ne veut pas protéger notre peuple, qu'elle nous fournisse des armes ». Abd el Wahid el Nour, chef MLS

Bulletin créé en 1992

www.vigilsd.org

N°141 - Mars / Avril 2007

Cour Pénale Internationale et Conseil des Droits de l'homme Salva Kiir change son fusil d'épaule

Le Parlement européen a, le 15 février à Strasbourg, voté à l'unanimité une Résolution demandant aux autorités européennes d'assumer leur responsabilité de protection des civils au Darfour puisque les autorités nationales ne le font pas, de déployer des forces de maintien de la paix même sans l'accord du gouvernement soudanais, de sécuriser des couloirs humanitaires, de négocier à nouveau l'accord de paix; il a requis les autorités européennes de prendre leurs responsabilités. Notre européenne, que nous vous demandons de signer si vous ne l'avez pas fait, et de faire signer, est dans la droite ligne de cette Résolution.

Ses responsabilités, il est grand temps que l'Europe les prenne puisque lettres et visites des autorités de la plus grande partie du monde, destinées à faire accepter par Khartoum, à défaut des casques bleus seuls, une force hybride Nations-Unies/Union Africaine, sont restées sans effet.

Khartoum a toutefois ses soucis. Le Procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI) a, selon la procédure curieuse de cette institution, présenté deux Soudanais, dont l'actuel ministre des Affaires Humanitaires (*sic*), devant un premier collège de juges, afin qu'ils décident s'ils les inculperont. Certes cela prendra du temps. Le gouvernement soudanais fait donc semblant de ne pas savoir que la saisine de la CPI vient du Conseil de Sécurité, et déclare la Cour incompétente; il décrit tout d'abord les deux hommes comme des parangons de vertu; réflexion faite, il en mis un en examen devant ses tribunaux. On attend. Les Soudanais attendent encore plus d'être gouvernés par les seules colombes du du Parti du Congrès National (PCN), grâce aux inculpations successives des faucons au pouvoir. Il n'y a que peu d'espoir.

Après des années de désaccord, le Conseil des Droits de l'Homme des NU décida d'envoyer une mission au Darfour voir ce qui s'y passe vraiment. Las! Khartoum ne leur accorda pas de visas. Leur enquête menée au Tchad fut, bien entendu, sans équivoque. Selon Khartoum, les informateurs auraient eu des a-priori; sa diplomatie est parvenue à ce que le Conseil n'entérine pas les pires assertions du rapport (*cf. articles p. 5*).

Enfin, Etats-Unis et Angleterre voudraient faire adopter des sanctions ciblées par le Conseil de Sécurité contre les dirigeants soudanais qui n'acceptent pas la venue des casques bleus au Darfour (*cf. Affaires Etrangères p. 8*).

Après le coup de colère de Salva Kiir lors du second anniversaire de la paix du Sud (CPA), quelques retards de sa mise en oeuvre, d'un intérêt minime, ont été comblés. Ainsi le PCN a-t-il nommé un responsable des droits des non-musulmans à Khartoum et promis une université à Rumbek.

Salva semble maintenant changer son fusil d'épaule. Le quartier général du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (MLPS), le parti au pouvoir au Sud, est transféré de Juba, au Sud, à Khartoum dans l'espoir de gagner les élections libres prévues en 2008/2009 et d'exercer une plus grande influence sur la politique de ce qui est appelé officiellement le Gouvernement d'Unité nationale. En effet le PCN prend les décisions sans se soucier de son partenaire. Pour le Darfour, durant les derniers mois, le MLPS était défavorable à l'expulsion de Jan Pronk, représentant spécial du Secrétaire Général des NU, favorable à la venue des Casques Bleus, à celle de la délégation du Conseil des Droits de l'homme des NU, à la remise des inculpés à la Cour Pénale Internationale. C'est tout le contraire qui fut décidé par le PCN. Béchir a expliqué « qu'il n'y avait pas de désaccord au sein de la présidence, que la position de Salva Kiir était celle du MLPS, et non celle de la présidence » (dont ce dernier fait partie).

Pour Salva Kiir, son nouveau credo est de se déclarer à chaque instant attaché à la paix et favorable à un référendum d'autodétermination propice à l'unité. Il en espère probablement une meilleure application de la paix et un partage plus égal du pouvoir au sein du gouvernement d'Unité nationale. Le Conseil National du MLPS a demandé au PCN de chercher le consensus alors qu'existent un manque de mise en oeuvre de la paix du Sud, une aggravation de la situation au Darfour et un affrontement avec la communauté internationale. Béchir a promis de s'occuper de la Commission des frontières dont les travaux devraient permettre de libérer les régions nord du Sud de l'emprise de Khartoum et d'établir les circonscriptions électorales; aucune nouvelle à ce jour.

Une risque est qu'au Kordofan et au Nord, des groupes pensent: « Pour être pris au sérieux par la communauté internationale, il faut se battre et montrer assez de morts civils ».

SOMMAIRE en page 8

Bételgeuse

Exactions

Bombardements de civils en janvier (bombes et barils de pétrole), attaques de camps de déplacés, viols...le chaos généralisé continue.

Depuis le commencement de sa mission début 2004, l'Union Africaine a eu 16 soldats tués, dont 8 tout récemment, un disparu, et 91 véhicules volés. Selon les NU (14 mars), les violences des anciens rebelles, devenus milice gouvernementale (ALS Minni Minawi), s'accroissent encore. En janvier et février, 80 000 personnes se sont enfuies de chez elles pour échapper aux forces gouvernementales et à leurs milices. Le 22 janvier, l'enclos d'une ONG où se tenait une réunion amicale entre eux, des membres de l'UA et des NU, fut envahie par des forces de police et de sécurité. Vingt personnes, dont cinq membres des NU, furent arrêtées, sévèrement battues et insultées avant d'être relâchées. L'accord sur le Statut des Forces n'était donc pas respecté, dirent les NU. Cela fait partie de la campagne d'intimidation de Khartoum.

Humanitaire

Le sous-secrétaire général des NU aux Affaires humanitaires, Holmes, a déclaré au Conseil de Sécurité que le Soudan blâmait les travailleurs humanitaires pour activités politiques inappropriées, quand en fait le gouvernement ne tolère pas qui parle de violations du droit humanitaire (Nations-Unies 04 04).

« Le gouvernement a construit un système de demandes bureaucratiques extrêmement onéreuses qui paralysent l'effort d'aide. Il est lent et difficile pour les visas, les permis de voyage, il impose des droits de douane élevés et retarde l'envoi des équipements de Port-Soudan. En 2005 l'aide était plus facile », a déclaré le représentant de Bush au Soudan, Andrew Natsios. Après des mois d'une telle situation, le Soudan a signé un accord avec les NU, s'engageant à faciliter les choses. D'autre part, un comité, co-présidé par le ministre des Affaires Humanitaires (actuellement recherché par la CPI, VS) et l'adjoint du coordinateur des NU, se réunira tous les mois, ce qui provoque « un espoir partiel ».

Selon MSF, un tiers du territoire est temporairement ou durablement inaccessible aux organismes d'aide. Il s'agit des zones rurales en général et, en particulier, des régions dans lesquelles se concentrent les affrontements:

Le Nord Darfour (Mellit, Kutum...), zones semi désertiques et à faible densité de population, déjà vidées largement de leurs habitants. Nul doute que les populations encore présentes dans ces régions survivent de façon très difficile.

Les régions frontalières du Tchad au nord d'El Geneina, disputées par au moins quatre milices d'auto-défense dont certaines sont très soutenues par le gouvernement soudanais. On estime à 30 000 le nombre de déplacés privés d'assistance dans cette région.

Le croissant Korma, Tawila, Shangil, Tobaya situé à l'intersection de quatre lignes de Front (NRF/gouvernement/ ALS Minni Minawi/ALS Abd el Wahad), où se répartissent plusieurs camps de déplacés bénéficiant d'une aide sporadique.

Selon le président d'Action Contre la Faim, les programmes ont été suspendus à cause des attaques, surtout pour les vols de véhicules et à cause de l'apparition de nombreuses factions rebelles sans chaîne de commandement identifiable, ce qui ne permet pas d'obtenir des garanties de sécurité.

Selon d'autres sources également sur le terrain, la sécurité alimentaire de 70 % de la population n'est pas assurée, et en janvier, l'accès des organisations humanitaires a baissé de 64 %.

De nombreux camps sont surchargés ; à al Salam l'eau manque, Abou Shok est fermé aux nouveaux arrivants, Zam Zam est proche de la saturation. D'autre part, des camps attirent des migrants économiques, tandis que d'autres personnes les fuient pour se réfugier en zone rebelle.

Lueur : Arabes, janjawid et faux accord de paix

Le faux accord de paix du Darfour a suscité beaucoup de rancœurs parmi les milices arabes « janjawid. ». Minni Minawi qui était l'ennemi à abattre, un homme méprisé, se retrouve officiellement, sinon dans la réalité du pouvoir, le quatrième personnage de l'Etat. Aucun arabe darfourien n'a reçu de titre semblable alors qu'elles pensaient mieux le mériter.

Cela entraîne des conséquences. Le gouvernement leur fait moins confiance et les armerait moins régulièrement. Des arabes, comme nous le disions dans notre dernier numéro, parmi lesquels des Malalia, ont formé un mouvement rebelle, les Troupes des forces populaires, qui adhère aux demandes des rebelles africains. Ils harcèlent les postes de police, mais n'attaquent quand même pas les milices arabes gouvernementales. Des réconciliations ont eu lieu entre groupes arabes et groupes africains. Nous ignorons le nombre de personnes concernées.

Ce mouvement arabe devrait être encouragé tant par l'Europe que par les media. Certes, les arabes gardent toujours leurs armes. Ils craignent la vengeance des africains. S'ils redoutent la venue de forces étrangères, ce serait par crainte qu'elles les traînent devant la Cour Pénale. Ils sont offensés d'être appelés janjawid.

Pour une paix véritable, les tribus arabes devraient faire partie de l'accord. « Personne ne sera capable de les désarmer à moins que leurs chefs ne soient convaincus qu'ils puissent gagner plus de la paix que de la guerre et refusent d'être utilisés comme auxiliaires par l'Etat. »

D'autre part, dans le Sud Darfour, des arabes ont refusé d'appartenir aux milices janjawid. Peut-être, ayant appartenu aux milices pro-gouvernementales dans la guerre du Sud, ont-ils mieux compris dès les débuts à quoi correspondrait le travail qu'on leur demanderait. De plus, ayant un habitat moins dispersé, peut-être pouvaient-ils mieux résister aux pressions gouvernementales.

Le gouvernement prétend ne rien pouvoir faire à ce qui arrive entre janjawid et « africains », qu'il réduit à des problèmes entre nomades et cultivateurs. Pourtant, les autorités sont intervenues lors des batailles rangées qui ont opposé les nomades Habania et agriculteurs Fellata après une affaire de vols de vaches. Elles agirent immédiatement en organisant des commissions d'enquête, des réconciliations intertribales, etc.

Par contre, elles ne semblent avoir rien fait après plusieurs combats entre arabes chameliers Turjum et Rizeigat avec villages brûlés, enfants endormis tués. Les assauts continuent. Les NU s'interrogeaient sur les relations éventuelles de l'ampleur de ces combats avec la guerre du Darfour quand le leader des Turjum vint rendre visite au gouverneur du Sud-Darfour. Son peuple est attaqué par une milice arabe Rizeigat qui a des land-cruisers et des armes lourdes. Le 31 mars, elle a fait 60 morts. Ces Rizeigat sont armés par le gouvernement, les services de sécurité pensant que les Turjum ont des liens avec les rebelles du Front de Rédemption Nationale. Le leader a pris le taureau par les cornes, demandé au gouverneur une enquête sur la provenance de ces armes et la protection du gouvernement.

**A Omdurman, ville jumelle de Khartoum
Violent accrochage entre la police
et les signataires de l'accord d'Abuja
Minni Minawi pose des conditions**

Minni Minawi, le seul signataire des faux accords de paix d'Abuja, est théoriquement, sinon dans les faits, le quatrième personnage de l'Etat. Il aurait été nommé gouverneur d'un des Etats du Darfour. Depuis, il est toujours à Khartoum. Il y était venu après la « paix » avec certains de ses hommes censés faire le lien avec le gouvernement.

Le 24 mars, la police a encerclé la maison occupée par le MLS/Minawi, y a pénétré et tué quatre de ses occupants. Elle a mis le feu à un véhicule occupé par quatre soldats qui furent brûlés vifs. Le MLS riposta, tuant deux policiers. Une femme fut aussi tuée, portant le nombre des morts à onze. Au départ, la police voulait emmener pour les interroger deux membres du MLS//Minawi, impliqués dans un problème de circulation, ce que le MLS refusa, prétendant selon certaines sources, que ses membres à Khartoum bénéficiaient d'un statut diplomatique. Quarante-et-un ou quarante-huit MLS auraient été faits prisonniers et d'après un témoin cité par AFP, la zone où l'accrochage eut lieu fut transformée en « véritable champ de bataille » pendant plusieurs heures. « Les rues étaient désertes à l'exception de la police et de ses véhicules blindés. La police patrouillait et tirait à l'arme légère sur les hommes du MLS qui répondaient de l'intérieur du domicile » attaqué. La police parcourait Khartoum avec des porte-voix, disant de ne pas se rendre à Omdurman.

Le 1^{er} avril, Minawi déclara que l'attaque était due « à des policiers qui n'aiment pas l'accord de paix d'Abuja ». Auraient-ils pu transformer les rues d'Omdurman en champ de bataille sans l'aval des forces de sécurité ?

Lors de l'enterrement, Minni a exigé, pour continuer à participer au gouvernement, que celui-ci autorise l'entrée des forces des Nations-Unies pour faciliter l'aide humanitaire, qu'il présente les inculpés à la Cour pénale Internationale et qu'il désarme les janjawid (Sudan Tribune 5 avril).

Vers une renégociation d'Abuja?

Khartoum s'était engagé du bout des lèvres à une « réenergisation du processus » lors du sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba en novembre. Béchir lui-même a promis d'en renégocier certaines parties lors d'un de ses derniers refus des casques bleus.

Deux tentatives de médiation ont eu lieu. Celle de Kaddafi et de l'Erythrée qui a mené à une réunion en Libye à laquelle, ni Abdel Wahid el Nour, le Président du Mouvement de Libération du Soudan (MLS), ni des commandants rebelles importants, n'ont été invités. Béchir vint avec un aréopage. Khalil Ibrahim, le Président du Mouvement pour la Justice et l'Egalité et du Front de Rédemption National (MJE/FRN), déclara qu'il était prêt à un cessez-le-feu si le gouvernement arrêta d'attaquer les civils. Le seul résultat fut une nouvelle et éphémère normalisation des relations Soudan/Tchad.

L'autre tentative vint de l'Union Africaine, comme à Abuja, mais chapeauté par les Nations-Unies. Leurs médiateurs, Eliasson et l'éternel Salim Ahmed Salim, se rendirent à Khartoum pour y rencontrer des représentants des tribus arabes du Darfour, une excellente initiative dont on ignore tout des résultats.

On s'était peu occupé en Libye d'unifier les positions rebelles. Kaddafi y avait songé, mais n'avait pas invité tout le monde. Le MLS avait auparavant cherché à fusionner ses positions, mais le gouvernement avait bombardé tous

ses lieux de réunion, les empêchant de se tenir. C'est Salva Kiir qui prend le relais « à la demande des rebelles ». Il veut réunir tous les représentants des Darfouris à Juba en avril. Le MLS voudrait unifier ses rangs auparavant. Il regrette toujours l'absence de Soliman Jamous, un Zaghawa qui était coordinateur des affaires humanitaires du MLS et avait tenté une réunification des factions. De son temps, les Zaghawa ne commettaient pas d'exactions. Jamous a été arrêté par Khartoum et, fort malade, il se trouve à l'hôpital des NU à Kadugki au Sud-Kordofan, qui ne peut le soigner par manque d'équipement. Le gouvernement lui refuse tout sauf-conduit pour en sortir.

Commentaire désabusé du seul signataire des accords d'Abuja, Minni Minawi : « Le parti au pouvoir (Congrès National) ne désire pas la fin de la crise au Darfour; il est largement à blâmer pour le chaos. »

Unir les demandes rebelles est un premier pas, mais il n'y aura pas de paix tant que toutes les parties concernées et en premier lieu, les chefs tribaux, la société civile et les milices arabes n'auront pas part aux négociations. Les difficultés de la paix du Sud nous auront au moins appris cela.

Europétition : l'Europe face à sa conscience

Depuis 4 ans, le gouvernement soudanais mène une guerre d'anéantissement contre la population villageoise du Darfour. Pour cela, il mobilise son armée appuyée par des milices tribales au mépris de l'accord de cessez-le-feu de N'djamena et de l'accord de paix d'Abuja qu'il a signés en avril 2004 et en mai 2006. Livraisons d'armes en contrevention de l'embargo, bombardements aériens interdits, et attaques au sol bafouant le droit humanitaire international se poursuivent, contraignant des centaines de milliers de villageois à rejoindre les camps où s'entassent déjà plus de deux millions de personnes. L'appareil de sécurité du régime continue d'emprisonner, de torturer et d'assassiner toute personne suspecte de nourrir des sentiments hostiles. Il cherche en particulier à éliminer tous les individus instruits ou occupant une place éminente dans la société.

Les forces déployées par l'Union africaine se sont révélées incapables d'assurer l'application du cessez-le-feu. Elles se déclarent dépourvues de mandat pour protéger la population, en particulier les déplacés des camps constamment menacés de harcèlement, de viols ou d'exécutions sommaires par les bandes armées du pouvoir. Le remplacement du contingent africain ou à défaut son renforcement par des éléments de l'ONU, décidé par la résolution 1706 d'août 2006, est rejeté par les autorités soudanaises conscientes que les pressions internationales ne sont pas assorties de menaces crédibles.

Au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, en dépit de l'adoption d'une dizaine de résolutions depuis 2004, il ne semble exister aucune volonté réelle de mettre un terme aux massacres et aux déplacements forcés. Les réticences avouées ou masquées des membres permanents du Conseil de Sécurité sont diverses ; mais il apparaît désormais clairement à tous que l'ONU n'est pas disposée, au-delà des discours récurrents de fermeté, à contraindre le gouvernement soudanais à s'engager dans de véritables négociations de paix.

C'est pourquoi nous nous sommes résolus à faire appel à l'Union Européenne pour qu'elle envoie ses forces, dernier recours pour protéger les citoyens du Darfour.

La population du Darfour tout entière appelle de ses vœux une intervention internationale, seul espoir de ramener la paix dans cette région dévastée.

Marc Lavergne, géopoliticien
Simone Dumoulin, Présidente, Vigilance Soudan

La chronique d'un « génocide ambigu » Hypocrisie ou inconscience

Gérard Prunier

Conclusion de l'article du Monde diplomatique, mars 2007

Pourquoi Khartoum souhaiterait-il exterminer, ou du moins soumettre en les obligeant à se repentir, les populations négro-africaines de sa population occidentale. La cause ne peut pas être religieuse puisque tout le monde au Darfour, les tueurs comme les victimes, est musulman et sunnite.

En réalité, la raison est racioculturelle. Les Arabes sont minoritaires au Soudan. Et les islamistes sont l'ultime incarnation historique de leur domination ethnorégionale. Or la paix entre le Nord et le Sud est en train de se déliter rapidement. Le 9 janvier, le vice-président sudiste, Salva Kiir, a tiré un véritable coup de semonce lors du second anniversaire de l'accord de Nairobi en avertissant le président Al Béchir que, si les choses continuaient ainsi, la sécession était inévitable d'ici quatre ans.

Pour l'élite arabe de Khartoum, il y a urgence. Il faut donc manipuler le tracé frontalier Nord-Sud qui place la plus grande partie du pétrole au Sud (c'est en cours), se préparer à la reprise éventuelle des hostilités (on achète des armes), ancrer de solides alliances internationales (la Chine est acquise et l'Iran en cours de séduction) et conserver la maîtrise du territoire en créant un cordon sanitaire ethnorégional : les Monts Noubas au Kordofan et le Darfour en feraient partie*. Or si les tribus noubas ont été écrasées militairement entre 1992 et 2002, le Darfour paraît beaucoup plus menaçant. Les hiérarques arabes de Khartoum veulent éviter à tout prix une brèche par laquelle les Noirs de l'Ouest s'allieraient demain avec un Sud négro-africain indépendant...et pétrolier.

Par conséquent il devient stratégique de mater le Darfour révolté par n'importe quel moyen. Or l'armée régulière qui compte dans ses rangs nombre de représentants des ethnies négro-africaines de cette région, n'est pas suffisamment fiable pour exécuter cette besogne. D'où le recrutement des milices janjawid « arabes » du Darfour, en fait largement composées de tribus minoritaires ou de déclassés sociaux. Cela permet en outre d'éviter à tout prix que les « vrais Arabes » du Darfour, c'est à dire les diverses tribus bagara (dont les Rizeigat) qui représentent entre 22 et 30% de la population de la région, ne versent à leur tour dans l'insurrection. Tout autant victimes de la discrimination sociorégionale que leurs concitoyens noirs, les Bagara ne se trouvent au côté des élites tueuses de Khartoum que par le jeu de la fausse conscience d'une arabilité plus fantasmée que réelle.

Au total, la protection des bénéfiques pétroliers s'effectue au prix d'un système mortifère. Et ce prix est en train d'être payé. Contrairement au Rwanda, où huit cent mille personnes avaient été annihilées en une centaine de jours, le nettoyage ethnique du Darfour, dure depuis quatre ans. Et ceux qui osent encore dire « plus jamais ça », font preuve soit d'inconscience, soit d'une hypocrisie monstrueuse. Une fois de plus l'importance des cadavres dépend de la couler de leur peau.

*A Khartoum même, la destruction des bidonvilles noirs, la déportation des squatters dans le désert et la confiscation des terres qu'ils occupent au profit de développements immobiliers « arabes » haut de gamme, représentent le volet urbain « acceptable » dans lequel la Banque Mondiale voit des « opérations de développement ».

Jan Pronk, déclaré persona non grata, ancien représentant du Secrétaire général des NU au Soudan

Sudan Tribune, résumé

Le Sud : Je crains que si la crise du Darfour ne s'arrête pas rapidement, les Sudistes ne votent pour l'indépendance, car ils redouteront la façon dont le gouvernement soudanais traite ses concitoyens.

L'accord de paix du Darfour (DPA) : Pendant les semaines qui suivirent, les parties à l'accord et l'Union Africaine, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne traitèrent les non-signataires de hors-la-loi et les menacèrent de sanctions, malgré mes avertissements. Le gouvernement et Minni Minawi (signataire), au lieu de persuader les rebelles de signer, les bombardèrent et les attaquèrent. Les partisans d'Abd el Wahid (non signataire) le rejetèrent car ils y virent un instrument destiné à les attaquer. Graduellement, j'utilisais le terme « coma » pour décrire le fonctionnement du DPA. Les déclarations de la communauté internationale avaient légitimé ces attaques. Les non signataires ne furent plus admis à la commission de cessez-le-feu, ils pouvaient être attaqués sans pouvoir s'en plaindre.

Personne ne sait où est le pouvoir à Khartoum : Il se peut que des attaques aient été lancées sans le consentement du pouvoir politique qui est responsable puisqu'il n'a pas appelé à l'aide. Certains groupes à Khartoum n'ont jamais aimé l'accord de paix du Sud (CPA). Ils sont à mon avis derrière les tentatives de déstabilisation du Sud par l'armement de milices. Ces forces pourraient être économiques, liées au pétrole, ou des forces politiques traditionnelles qui souhaitent un Soudan immense et fort, ou encore des islamistes conservateurs. Des forces similaires essayent de contrôler le Darfour pour des raisons économiques. On les trouve dans l'armée, les forces de Sécurité, le parti du Congrès National (Béchir), mais pas dans tous ces organismes. C'est très vague. Le Président le permet.

Je pense que c'est parce que Béchir a été intimidé et manipulé par ces forces qu'il a refusé la venue des casques bleus au Darfour. Il en est venu à la conclusion, tout à fait exacte, que les NU avaient moins de pouvoir de nuisance qu'elles.

Les Nations-Unies Ce sont ces mêmes forces qui rendent la vie très difficile au personnel des NU, de leurs autres agences et des ONG, par l'intimidation et le harcèlement. Quand j'étais là, je les défendais. Cela mine le rôle des NU. J'ai blâmé New-York de ne pas défendre ses propres missions. Je parle de l'administration des NU et du Conseil de Sécurité.

Concernant mon éviction, je blâme le bureau du Secrétaire général, pas lui, pour avoir laissé prendre cette décision illégale sans s'en préoccuper, ce qui a conduit Khartoum à penser qu'il peut faire ce qu'il veut.

PÉTROLE

Nouvelles concessions:

Saoudien et Yéménite, dans le Nord désertique; Yéménites, 2 petites concessions à l'est de Nyala;

Anciennes concessions au Sud-Darfour

Chinois, s'en occupent peu;

Soudanais, n'ont trouvé que des puits secs (Los Angeles Times).

AIDEZ-LES

Deux femmes Four ont été jugées pour adultère dans l'Est du Soudan. Sans avocat et sans interprète, (elles ne parlent que Four), elles sont condamnées à la lapidation. Pour les sauver, pétitionnez sur le site d'Amnesty International, Belgique.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Avril 2007 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

La Cour Pénale Internationale

La montagne accouche de deux souris

La Cour Pénale Internationale (CPI) a nommé, après trois ans d'enquête, les deux premiers suspects de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Selon la procédure en vigueur, des premiers juges doivent examiner à nouveau les preuves avant d'émettre des citations à comparaître devant la CPI, processus très dilatoire. Les suspects sont Ahmed Haroun et Ali Kushayb, à eux deux soupçonnés de 51 crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Ahmed Haroun était Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et au « Bureau de Sécurité du Darfour » au moment des faits, en 2003 et 2004 ; il est aujourd'hui Secrétaire d'Etat aux Affaires Humanitaires, tout un programme pour le gouvernement. Membre du cercle proche de Béchir, c'est l'un des plus énergiques des jeunes dirigeants du parti au pouvoir. Il a recruté des janjawid en sachant qu'ils commettraient des crimes. Il avait déjà été cité par Human Rights Watch (HRW) dans un rapport de décembre 2005 parmi la plus haute catégorie des officiels gouvernementaux responsables, y compris Béchir. Selon HRW, Ahmed n'agissait pas seul mais dans le contexte d'une campagne, très organisée et hiérarchisée, de destruction civile basée sur l'ethnie. Mais, dit-il, sa « conscience est en paix » il a agi « dans le cadre légal », « les accusations sont politiques » (ST 25 02). Ali Kushayb, lui, était en charge de milliers de janjawid. On frémit devant le nombre de morts dont il est responsable.

Khartoum a, en quelques jours, d'abord nié énergiquement les allégations de la CPI, puis soutenu qu'elle était illégale, (le Soudan a signé mais n'a pas ratifié les traités l'instituant; c'est le Conseil de Sécurité qui a remis le dossier à la CPI, comme il en a le droit). Ensuite, le Soudan a affirmé qu'il ne remettrait jamais les deux hommes, et que toute personne tentant de les arrêter serait décapitée ; ce qui n'a empêché ni Salva Kiir, ni Sadiq el Mahdi, ni Hassan el Tourabi, ni le parti communiste, ni les rebelles, ni finalement Minni Minawi de demander qu'ils soient déferés. Enfin, Khartoum a déclaré qu'Ali n'est pas un janjawid mais un membre des Forces de Défense Populaire, détenu pour être jugé. En supposant que ce soit exact, il n'a pas à s'inquiéter, les membres de l'armée, de la police et des forces de sécurité jouissant d'une immunité légale pour tout délit ou crime commis en service. Son jugement, prévu pour commencer le 7 mars à Geneina, a été repoussé *sine die*. Quant à Ahmed Haroun, on envisagea à un certain moment de l'inculper avant d'y renoncer en songeant qu'il prenait ses ordres directement de Béchir.

On s'étonne des longueurs de l'instruction, 20 mois. Le Procureur général Ocampo semble avoir demandé non seulement que le suspect ait été le responsable à maintes reprises d'hommes ayant commis ces crimes, ce qui aurait suffi à certains, mais encore qu'il ait eu un lien direct avec eux. Les enquêteurs de la CPI ont mené 70 missions dans 17 pays différents, le Darfour leur étant interdit. Ils ont interrogé plus de cent personnes sur ce qui s'était passé dans seulement quatre villages et prouvé ce que nous avons répété : pour les chefs janjawid, la justification des meurtres de masse, des exécutions sommaires et des viols n'est pas que les civils participent au conflit, mais qu'ils soient favorables aux rebelles. Les janjawid doivent regretter les quelques survivants qu'ils ont laissés.

Le Procureur général continue ses enquêtes, y compris au Tchad et en République centrafricaine. Pour ne pas entraver d'éventuelles réconciliations entre Darfouris, ne devrait-il pas concentrer ses efforts sur les responsabilités de Khartoum ?

Reproches au Rapport du Conseil des Droits de l'homme des NU

Ce rapport résume bien ce que nous disons depuis quatre ans. C'est Khartoum qui est responsable des crimes contre l'humanité. Il y a un « mais » à nos félicitations : le rapport parle d'exactions des rebelles, mais quels rebelles sont coupables de quoi ?

Certes, les hommes de Minni Minawi ont été appelés les nouveaux janjawid ; certes, Minni a torturé et parfois assassiné ses ennemis politiques. Devons-nous rappeler que Minni n'est plus un rebelle ?

Le rapport précise rarement quels genres de faits sont reprochés, excepté le recrutement d'adolescents. Bien loin de nous l'idée de défendre une telle pratique. Mais quand un adolescent voit toute sa famille se faire massacrer, où va-t-il ? Il pense retrouver une nouvelle famille chez les rebelles et avec eux, pouvoir venger les siens. Il y a aussi, semble-t-il, des recrutements forcés.

Bien sûr, de nombreuses petites factions sont difficilement identifiables. Les offensives du Front de Rédemption Nationale ont causé bien des déplacements et des souffrances. Mais autant que nous puissions en juger d'après les dépêches d'agence, les exactions gratuites semblent plus être le fait des hommes de Minni Minawi. Plusieurs personnes se sont rendues successivement depuis le début de l'année chez les MLS d'Abdel Wahid el Nour. Toutes témoignent que ses soldats paient ce qu'ils achètent sans que le commerçant en ait l'air surpris, ce qui n'est pas habituel chez les porteurs de kalachnikov ; de plus, les villageois les accueillent avec de grands cris de joie.

D'autres firent des reproches différents au Rapport du Conseil.

L'Algérie, au nom du groupe arabe, le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (censée protéger les musulmans partout dans le monde), et le Sri-Lanka pour le groupe asiatique, ont soutenu la demande du Soudan de rejeter le rapport. Ils furent suivis par la Chine, la Russie et Cuba. Le prétexte : la mission manque de crédibilité, elle ne s'est pas rendue au Darfour (faute de visa!). Le Soudan a tenté l'envoi d'une autre mission, « plus objective ».

La Zambie, le Sénégal et le Ghana ont par contre demandé au Conseil d'agir pour protéger la population du Darfour.

Selon Jody Williams, le chef de la mission, « la crédibilité n'est pas celle du rapport, mais celle du Conseil s'il décide de ne pas en tenir compte ».

A la suite du rapport, le Conseil des Droits de l'homme des Nations-Unies a décidé après moult marchandages de marquer sa préoccupation et son regret que l'équipe n'ait pu se rendre au Darfour, mais a supprimé la mention selon laquelle « Khartoum est responsable des attaques armées contre la population civile et les travailleurs humanitaires, de l'immense destruction de villages et de la violence continuelle et largement répandue ».

Le Conseil a soutenu l'établissement d'un nouveau groupe présidé par Sima Simmar, Représentante spéciale du Conseil des Droits de l'homme au Soudan, pour veiller à l'application des recommandations des institutions de Droit de l'homme des NU.

Développement Lent démarrage de l'aide étrangère

Le *Multi Donors Trust Fund* (MTDF), qui regroupe la Banque mondiale, chargée de la gestion et 11 pays donateurs, dispose d'un secrétariat de 20 personnes, installé à Juba. Lors d'une conférence réunie à Oslo en avril 2005, le MTDF s'était engagé à apporter immédiatement 500 millions de dollars US, destinés au Nord et au Sud, sur un total de 4,5 milliards. Mais peu d'argent a été versé pour le moment.

Entre avril 2006 et mars 2007, une aide de 85 millions de dollars US a été programmée pour le Sud, consistant essentiellement à réhabiliter des routes et autres infrastructures, à aider à l'administration (bureaux, véhicules, organisation de la comptabilité...), plus une aide d'urgence aux écoles, (1 million de manuels scolaires), et à 840 centres de santé (médicaments et moustiquaires). En janvier 2007, des programmes pour un montant de 140 millions de dollars ont été décidés, dont la moitié avaient été décaissés.

La lenteur du démarrage de l'aide au Sud est reconnue par la Banque mondiale et l'Union Européenne ; leurs représentants pour le Soudan (Ishac Diwan pour la Banque et Pekka Haavisto pour l'UE) ont expliqué les problèmes dans une interview à Sudan Tribune (19 février 2007). La mise en place du nouveau gouvernement n'est pas simple : le décès de John Garang, l'insécurité persistante dans le Sud, l'absence d'administration rodée, le manque d'expérience des membres du GOSS (Government of South Sudan), tout a des conséquences financières : le gouvernement du Sud ayant dû financer des montants plus élevés que prévu dans la sécurité et le salaire des fonctionnaires, il a eu de la peine à financer sa quote-part des projets, ce qui a retardé ceux-ci.

Certains désaccords entre la Banque et le gouvernement ont fait l'objet de discussions : l'hôpital de Juba, l'enregistrement des fonctionnaires, la mise en place de procédures rigoureuses, et l'équilibre entre actions ayant des effets immédiats et celles ayant des effets à moyen terme. Pour l'hôpital de Juba, s'il y a eu accord sur la nécessaire réhabilitation de l'hôpital, la Banque souligne l'intérêt limité de grands hôpitaux et la nécessité des soins de santé primaires. De façon générale, la Banque pousse à des arbitrages plus en faveur des effets à moyen terme et moins vers les effets immédiats, en insistant en particulier sur la mise en place de procédures pour une bonne gouvernance.

Le ministère des Finances et de la planification économique du GOSS a publié en novembre 2006 un document définissant les principes de la stratégie du gouvernement en matière d'aide : alignement de l'aide sur les priorités du gouvernement, coordination de l'aide avec les programmes du gouvernement, planification des volumes et dates de versement, harmonisation entre donateurs, développement institutionnel pour renforcer la capacité du gouvernement et de l'administration, transparence symétrique entre les donateurs et le gouvernement. Le gouvernement donne sa préférence aux dons, et ne souhaite de dons en nature que pour l'aide humanitaire. L'aide ne devrait financer que des investissements et non les dépenses de l'administration. Elle devra avoir des résultats directs et indirects mesurables et le niveau de l'aide ne doit pas dépasser

les revenus du gouvernement dans la mesure où celui-ci a accès à des revenus pétroliers.

Nekkar

* *

Bonne nouvelle : 850 000 enfants dont 35% de filles sont scolarisés dans 2 292 écoles. Ils seront 1,6 million fin 2007.

* *

Total V. White Nile. TOTAL contre-attaque

On se souvient que la société pétrolière *White Nile* fondée par le joueur de cricket Phil Edmonds, avait volé 60% de la concession de Total, inexploitée à cause de la guerre. Total s'est adressé aux tribunaux anglais. Dans un premier temps, il a demandé en justice à *White Nile* de lui fournir les documents montrant quand ce dernier avait pris contact avec les dirigeants du Sud-Soudan, avec qui ces contacts avaient été pris, quelles étaient la nature et l'étendue des discussions et propositions et si *White Nile* connaissait l'existence des droits de Total. Le tribunal a fait droit à ses demandes mais *White Nile* s'est pourvu en appel, rejeté le 31 janvier. *White Nile* a été condamné à participer aux frais judiciaires de Total, il lui est interdit de poursuivre la procédure, mais il envisagerait toutefois d'aller devant la Chambre des Lords. On se demande quelle raison honorable peut le pousser à toutes ces procédures coûteuses.

Selon l'opinion générale, *White Nile* a pris des contacts avant la paix, donc avant l'existence du gouvernement du Sud-Soudan, avec certains membres du MLPS qu'il a achetés. En dépit des risques associés à son exploitation, il a beaucoup augmenté son capital, ainsi de 12 millions de livres sterling en novembre dernier, et il s'apprêterait à exploiter au second trimestre 2007

Total passe aussi à la contre-attaque sur le plan politique. Il envisagerait enfin de donner au gouvernement du Sud-Soudan une participation dans ses permis d'exploration (*Dow Jones 12 02, The Independent 19 02*).

Lutte contre la corruption

Sous la direction de Pauline Riak qui a commencé ses travaux le 1er février, la Commission anti-corruption doit revoir tous les contrats du gouvernement du Sud-Soudan en 2005 et 2006, ceux des ministères, des commissions, de la commission anti-corruption et de l'armée. Une loi en préparation devrait permettre d'examiner chaque année les biens de certains employés gouvernementaux. On se souvient que Salva Kiir avait renvoyé trois officiels de haut rang du ministère des Finances du Sud pour faits de corruption. Il n'est pas dit si, ni comment, les coupables devront rendre gorge.

Le MLPS a demandé à Salva Kiir de rendre 60 millions de dollars qu'avait reçus Garang du gouvernement soudanais. Cette affaire l'a beaucoup affecté. Il semble en effet ne jamais en avoir entendu parler et être au-dessus de tout soupçon dans ces sortes d'affaires.

La commission a fait arrêter deux personnes, Martin Malual et Isaac Makor Atim, directeur général au ministère des Finances du gouvernement du Sud-Soudan. Ce dernier a déclaré qu'il serait obligé de montrer des documents mentionnant des officiels de haut rang impliqués et qu'on

SUD-SOUDAN

ne ferait pas de lui un bouc émissaire. Ces documents sont-ils vraiment à l'abri ? Salva Kiir a levé l'immunité du ministre des Finances, Arthur Akuien. Comme il est Dinka, les Dinka du Bahr el Ghazal insistent pour qu'il conserve son ministère jusqu'à ce que les faits soient prouvés (et qu'il ait eu le temps de nettoyer ses tiroirs et ordinateurs). Pour réorganiser le système de comptabilité et connaître la situation financière du gouvernement, le nouveau ministre des finances, Gabriel Changson Cheng, a gelé temporairement tous les paiements pendant une semaine, à l'exception des salaires.

Le 22 mars, lors de la conférence des donateurs, Salva Kiir a dit sa détermination à éradiquer la corruption au Sud, en appelant la société civile à se mobiliser contre elle, il prépare un arsenal juridique et s'appête à lancer une campagne anti-corruption dans tout le Soudan.

La rumeur publique veut que Riek Mashar, vice-président du Sud-Soudan, soit extrêmement corrompu. Il accaparerait le bénéfice des tentes louées 145 dollars la nuit aux gens de passage et résidents. Mme Rebecca Garang, la veuve de Garang et l'icône du MLPS, toucherait des commissions sur les vols arrivant à Juba. Le 1er février, elle s'était engagée à porter plainte contre les journaux qui l'avaient attaquée. Elle s'en est bien gardée.

La commission éclaircira-t-elle l'affaire du *White Nile*?

Insécurité

La réconciliation entre Sud-Soudanais est le premier but de Salva Kiir !

On ne sait en quel ordre mettre les problèmes d'insécurité au Soudan. Le premier est peut-être celui qui existe entre l'Armée de Libération du Peuple Soudanais (ALPS, l'armée du Sud) et la *South Sudan Defence Force* (SSDF), une ancienne milice pro-gouvernementale de Paolino Matiep. Conformément à l'accord de paix, la SSDF devait choisir entre rejoindre l'armée gouvernementale ou l'ALPS. Il a choisi cette dernière grâce aux efforts diplomatiques de Salva Kiir mais cette intégration pose problème. En effet, de nombreux hommes de la SSDF sont devenus officiers après avoir intégré une école militaire dans le Nord, alors que les officiers de l'ALPS sont le plus souvent sortis du rang, sans avoir suivi de formation militaire. Les SSDF veulent un rang au moins égal à celui des ALPS. A cela s'ajoute une antipathie ethnique entre les Dinka (ALPS) et les Nouer (SSDF), ces derniers commençant à nouer une alliance anti-Dinka avec les Equatoriens.

Après les incidents de Malakal (en terre shillouk) avec une milice pro-gouvernementale qui a causé 300 morts (VS n° 140), Lam Akol, un Shillouk ministre des Affaires Etrangères MLPS qui soutient Béchir à fond, a été accusé de divers côtés d'appuyer cette milice. Salva Kiir a ouvert une enquête. Lam Akol a tout nié. Nombreux sont les Sudistes qui trouvent inacceptable qu'il se déclare contre l'arrivée des forces des NU au Darfour. Les incidents de Malakal ne sont pas terminés. Des tirs ont lieu régulièrement entre l'armée soudanaise, ses milices (il semble qu'il y en ait de nouvelles) et l'ALPS. Un autre problème est le sort des Sudistes qui ont appartenu à l'armée soudanaise et qui, après la guerre, ont préféré vivre au Sud. L'armée soudanaise ne les paie plus et rien n'est prévu à ce propos par l'accord de paix. Trois cents d'entre eux ont manifesté à Juba.

Autre source d'insécurité, les nombreux soldats de l'ALPS qui l'ont quittée tranquillement après la guerre, emportant leurs armes avec eux. Pour certains, il n'est pas facile de savoir s'ils l'ont vraiment quittée ou non mais ils devraient, en tout état de cause, entrer dans le programme de désarmement. D'autres, bandits de grands chemins, attaquent les civils sous couvert d'une appartenance fictive à l'ALPS.

L'ALPS elle-même n'est pas au-dessus de toute critique. Salva Kiir a rappelé, pendant la conférence militaire qui s'est tenue à Juba en mars, qu'elle avait été transformée par l'accord de paix en une armée régulière soumise à la discipline. Il a exigé que ses soldats ne traînent plus dans les rues, qu'ils respectent les citoyens et les étrangers, qu'ils lèvent les barrages de routes illégaux. Les chefs locaux à Torit se plaignent beaucoup du fait que les soldats échappent aux punitions qui leur sont infligées par les tribunaux civils et réclament la création de tribunaux militaires. Un général a été arrêté pour importation illégale d'armes mais, comme toujours, des gens prétendent que cette arrestation est politique.

Sur la frontière kenyane près de Lokichoggio, de très nombreux raids de Turkana (kenyans) ont eu lieu contre les Toposa (soudanais), enlevant 540 têtes de bétail, ce qui est aussi un grave souci pour le gouvernement du Sud-Soudan.

L'Etat des Lacs a lancé une seconde opération de désarmement des civils, qui a permis de récupérer 156 A 47 la première fois et 331 armes à feu la seconde. Les autorités, qui s'engagent à protéger les citoyens maintenant désarmés, espèrent pouvoir ainsi lever le couvre-feu.

Une conférence des 50 chefs traditionnels de l'Etat des Lacs s'est tenue à Rumbek. La constitution du Sud-Soudan prévoit une Chambre des Nationalités qui attend encore pour sa mise en oeuvre des textes législatifs. Cette chambre inclurait un Conseil des chefs traditionnels, dont la réunion de Rumbek a été un prémisses. Un de ses buts était de faire prendre conscience aux chefs de leurs responsabilités. L'instabilité dans les zones rurales entraîne le non respect des droits de l'homme et l'impossibilité pour les communautés de se consacrer au développement socio-économique.

A Torit, quatre inculpés accusés d'avoir tué huit personnes se sont échappés après qu'un de leurs gardiens leur ait demandé de faire des travaux à l'extérieur, ce qui est interdit dans leur cas. Le gardien serait du même village qu'eux. La dépêche de *Sudan Tribune* ne dit pas si le gardien a été sanctionné.

Le Bahr el Ghazal est un peu plus déstabilisé par l'afflux de nombreuses personnes fuyant le Darfour.

L'armée de Résistance du Seigneur (ARS)

L'ARS n'a voulu du Sud-Soudan, ni comme lieu de pourparlers, ni comme médiateur.

Elle refuse les négociations et reprend ses attaques de civils.

Elle se redéploie. Cela fait près de 20 ans qu'on la chasse d'un pays à l'autre

La solution semblerait être de l'encercler, de la désarmer, de disperser certains de ses combattants et de condamner les autres.

S O M M A I R E

Cour Pénale I., Conseil Droits de l'homme des NU, Salva Kiir change son fusil d'épaule *Bétegeuse* p.1

DAR FOUR

Lueurs : Arabes, janjawid et faux accord de paix p.2

Europétition: L'Europe face à sa conscience, *Marc Lavergne, Simone Dumoulin* p.3

Exactions, humanitaire p.2

A Omdurman, violents accrochages... p.3

Vers une renégociation de la paix p.3

Chronique d'un « Génocide Ambigu » *Gérard Prunier* p.4

Interview de *Jan Pronk* par *Sudan Tribune* p.4

Cour Pénale Internationale p.5

Reproches au rapport du Conseil

Droit de l'Homme des NU p.5

Pétrole p.4

Sauvez-les p.4

Affaires Etrangères p.8

Politique Intérieure p.8

Droits de l'homme p.8

SUD-SOUDAN

Insécurité, Armée de Résistance du Seigneur p.7

Développement : Lent démarrage *Nekkar* ;

Total versus *White Nile* p.6

Lutte anti-corruption p.6

Politique intérieure

Hassan el Tourabi, fomenteur du coup d'Etat de 1989, fut mis de côté par Béchir en 1999/2000 et fonda le Parti du Congrès Populaire. Il a appelé à une insurrection contre Béchir. Il a aussi traité d'horrible la situation au Darfour et engagé la communauté internationale à exercer plus de pressions sur le Soudan, qui accepterait les casques bleus si on ne lui faisait pas perdre la face. Il est favorable à la Cour Pénale Internationale, et opposé aux coups d'Etat, l'expérience, dit-il, lui ayant appris leur caractère néfaste.

Selon *Sudan Tribune* du 12 février, Béchir « ne souhaite pas être réélu aux prochaines présidentielles ». Chacun se prépare aux élections dans l'attente désespérée qu'elles aient lieu. Dans cette hypothèse, le succès du MLPS n'est pas impossible si les Soudanais pensent que c'est la seule façon de se débarrasser du PCN. Les deux partis traditionnellement forts, l'Umma et le DUP, ont des dirigeants immuables, très âgés et sans dynamisme.

Une femme veut faire renaître de ses cendres l'Union Socialiste Soudanaise, seul parti autorisé à l'époque de Nimeiri et interdit depuis.

Aucun parti n'a ni projet, ni programme.

DROITS DE L'HOMME... DROITS DE L'HOMME...

Les forces de sécurité ont arrêté et torturé pendant cinq jours un journaliste, Nichola Dominic Mandil, que *Sudan Radio Service* avait envoyé à Omdurman enquêter sur les problèmes entre le groupe de Minni Minawi et la police (cf. p. 3). La police renvoya les journalistes et Nichola dit avoir été arrêté alors qu'il attendait un taxi. Il était accusé de « promouvoir l'idéologie américaine ». *Sudan Radio Service* est soutenu par USAID. On lui a pris son équipement radio et son portable (ST/SRS 31 03). Pour avoir parlé de l'affaire du journaliste décapité, Mohamed Taha, les autorités ont fermé le journal *Al Sudani* qui fut autorisé à reparaitre après que le Rédacteur-en Chef ait été retenu pendant 5 heures (police ou sécurité?) et se soit engagé à n'en plus parler (Reuter 01 02; ST 04 02).

Affaires Etrangères : les casques bleus

L'étonnement attristé de la communauté internationale, après deux mois d'atermoiements, devant la réponse négative de Béchir au Secrétaire général des NU, Ban Ki-Moon, au sujet de l'entrée de casques bleus au Darfour, nous surprend. Il espérait que le Président soudanais accepterait les forces hybrides Nations Unies /Union Africaine. Il ne le fera pas tant que les avantages (éviter des sanctions fermes), ne dépassent pas les inconvénients (risquer l'arrestation par les casques bleus d'inculpés par la Cour Pénale internationale (CPI), ou l'intervention des NU pour l'organisation des élections libres promises en 2008, qui lui feraient perdre le pouvoir).

La Chine a enlevé l'Iran, le Soudan et le Nigeria de la liste des pays pour lesquels elle consent à son secteur privé des primes d'investissement très intéressantes, des allègements d'impôts et des prêts à taux préférentiels. Bien que les choses restent vraisemblablement dans le non-dit, les Etats-Unis pensent qu'il s'agit d'une décision politique appelée « Darfour » dans le premier cas, « énergie nucléaire » dans le second. Ce seraient les premiers pas chinois vers l'adoption d'une politique internationale responsable. Les Soudanais ressentiront-ils cette décision comme une sanction? Quand le secteur privé chinois oeuvre dans les travaux publics ou vend des étoffes, il nuit aux intérêts privés soudanais. La Chine a, d'autre part, appelé officiellement le Soudan à accepter les forces des NU. Elle a vivement réagi après que François Bayrou, candidat aux présidentielles en France, ait proposé de boycotter les jeux olympiques de Pékin si elle s'opposait aux vœux du Conseil de Sécurité concernant le Darfour. Elle dit souhaiter vivement la venue du monde entier à ces Jeux et adopter la méthode de la persuasion. On la croirait presque si elle n'avait proposé à Khartoum une assistance militaire accrue.

Entre temps, le président iranien Ahmadinejad est venu à Khartoum pour resserrer les liens contre les méchants Occidentaux.

Lors du Sommet de la Ligue Arabe à Ryad, l'Arabie Séoudite, mal informée, crut le problème réglé. Béchir acceptait les casques bleus : en fait la prise en charge par les NU, du soutien financier, technique et logistique de l'opération de l'Union Africaine (UA), dont le nombre des soldats pourrait s'élever à 22 000. Les NU ont déjà indiqué qu'elles n'entendaient pas financer ce qu'elles ne géraient pas et, après l'assassinat de cinq de ses hommes, le chef de l'UA a fait savoir qu'il ne pouvait continuer sa mission dans ces conditions et que ses soldats resteraient désormais casernés. Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, Ali Karti, a assuré que tout était négociable, y compris le mandat des troupes. Résultat, le 9 avril, Ban Ki-Moon rencontrera des officiels soudanais à Addis, « non pour négocier, mais pour clarifier » l'arrivée au Darfour de 3 000 hommes de la police militaire des NU. Le lendemain, une première réunion du Conseil de Sécurité est prévue.

Des ministres allemand et danois ont suggéré d'envoyer des troupes au Darfour. Les Etats-Unis menacent le Soudan de sanctions onusiennes et américaines, notamment économiques. En même temps, selon le journal londonien *Al Hayat*, quatre cents containers seraient arrivés au Soudan. Ils contiendraient des matériaux de construction et des équipements spéciaux destinés à une nouvelle ambassade américaine qui inclurait un centre régional de la CIA avec du matériel d'espionnage dirigé vers l'Afrique de l'Est. De telles coïncidences sont surprenantes.

Le Royaume-Uni et les Etats-Unis s'orientent vers des sanctions ciblées contre ceux qui s'opposent à la venue des casques bleus. Béchir gagne probablement du temps dans l'espoir que l'époque des résolutions du Conseil de Sécurité passera et qu'il pourra revenir sur sa parole et celle d'Ali Karti. Les Anglo-Saxons seraient décidés à laisser une quinzaine de jours à la diplomatie avant d'agir.

Les sanctions agiront-elles ?